

## NOTES.

### LA SITUATION INTERNATIONALE

#### VUE D'ENSEMBLE SUR LES EVENEMENTS

Le troisième trimestre de 1949 aura vu naître les traits caractéristiques de cette deuxième phase de l'entre-deux guerres actuel. Quatre données essentielles de la situation qui résulta de la deuxième guerre mondiale sont maintenant liquidées : les guerres civiles en Chine et en Grèce, le « problème » allemand, le monopole américain sur les armes atomiques. Parallèlement, le processus de subordination des capitalismes occidentaux à Washington est entré dans une phase d'accélération, déterminée par la nouvelle crise de l'économie européenne et exprimée aussi bien sur le plan économique que sur le plan politico-militaire.

Sur le plan de la lutte de classe, après les trois mouvements anti-bureaucratiques du début de l'état (grève Ford, grève des cheminots de Berlin et des cheminots anglais), il s'ouvre maintenant une période de luttes revendicatives plus larges dont on observe déjà les débuts.

Rapidement ratifié par les pays occidentaux, qui ont ainsi fait un nouveau pas important dans la voie de leur soumission à l'impérialisme américain, le Pacte Atlantique a été voté en définitive par le Congrès américain à une très forte majorité (82 voix contre 13). Les crédits destinés à l'aide militaire de ces pays sont en effets accordés par les U.S.A. aux conditions explicites que voici :

1° Les pays bénéficiant du pacte d'assistance militaire devront limiter l'emploi du matériel fourni à la défense des points géographiques convenus et aucun transfert de matériel ne pourra se faire sans l'autorisation des U.S.A.;

2° Le Président des Etats-Unis se réserve le droit de mettre fin à l'aide militaire à n'importe quel moment;

3° L'octroi de crédits militaires aux pays européens est subordonné à la reconnaissance par ceux-ci de la priorité des conceptions stratégiques des U.S.A.

Ces clauses, absolument inédites dans l'histoire diplomatique et militaire des relations entre « Etats souverains », confèrent visiblement au commandement américain des possibilités d'un contrôle quasi total de l'équipement et de l'organisation militaires des pays « alliés ».

La question allemande, en suspens depuis quatre ans, peut être

maintenant considérée comme close, du point de vue de la diplomatie impérialiste. L'impossibilité d'arriver à n'importe quel genre de compromis entre Russes et Américains a été consacrée par la constitution, à quelques semaines d'intervalle, d'un « Etat démocratique » allemand de l'Ouest et d'un autre « Etat démocratique » allemand de l'Est.

Chacun des despotes a opéré avec son style propre. En Allemagne américaine des élections « libres » donnèrent une majorité confortable à la coalition chrétienne-libérale, laquelle désigna le nouveau président de la République Allemande et se partagea les fauteuils ministériels. En Allemagne russe, le « Conseil du peuple », assemblée de fantoches dominés par les agents du Commandement militaire russe et par le parti stalinien (S.E.D.), décida à la hâte la création d'un gouvernement « démocratique populaire », dans lequel selon l'élégante périphrase stalinienne « la classe ouvrière et son parti communiste », c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne et son Guépéou, jouent le rôle déterminant.

On aurait tort de sous-estimer la portée de ces événements, malgré leur apparence d'opérette. Sur le plan international, d'abord, ce partage de l'Allemagne consacre le cloisonnement des deux blocs en lutte dans leurs zones respectives, cloisonnement qui résulte à la fois de l'impossibilité de tout compromis sur des points vitaux et de la non-maturité du processus menant à la guerre. De même que le retrait complet des Américains en Chine et des Russes en Grèce, le partage tacite de l'Allemagne démontre qu'aussi bien la paix que la guerre sont actuellement impossibles. Du point de vue de l'Allemagne elle-même, la bourgeoisie allemande, maintenant inféodée au capital américain, reprend une partie de son importance dans la politique européenne ; mais cette importance ne lui vient plus de sa force propre, mais de sa position comme le vassal le plus besogneux et par là même le plus fidèle des Etats-Unis en Europe. En Allemagne orientale, la création d'une nouvelle « démocratie populaire » offre un nouvel exemple stupéfiant de création ex nihilo, dans l'espace de quelques années, d'une bureaucratie dominant tous les aspects de la vie économique, politique et sociale. D'un autre côté, le caractère industriel avancé de l'Allemagne orientale (dont le potentiel industriel représente en gros le tiers de celui de l'Allemagne occidentale) en font un point d'appui substantiel pour l'économie de l'Europe orientale — point d'appui qui n'était exploité jusqu'ici que d'une manière relativement incomplète.

La liquidation virtuelle de la guerre civile en Grèce, après les dernières batailles de Vitsi et de Grammos, ne signifie pas, tant s'en faut, une « pacification », même apparente des Balkans. Si la tentative de pénétration de la bureaucratie stalinienne dans la zone occidentale par le moyen des partisans grecs a en définitive échoué, elle cède la place à une tentative analogue de l'impérialisme américain, visant à pénétrer dans la zone russe par l'utilisation du conflit russo-yougoslave.

Le mouvement des partisans staliniens en Grèce était depuis longtemps sur la pente du déclin. Ayant perdu toute emprise sur les masses populaires — que la bestialité inimaginable du Gouvernement d'Athènes n'empêchait pas de constater qu'un terrorisme tout aussi réactionnaire était exercé par les chefs partisans staliniens et que ceux-ci étaient des instruments dociles de la politique étrangère russe — décimé par la liquidation de Markos et de sa fraction, suspects de sympathies pro-titistes, ayant à faire face au poids de l'intervention militaire américaine, mis en quarantaine par Tito, il était depuis longtemps réduit à l'expression la plus sommaire de ce qui était son essence : un détachement militaire à la solde de la Russie, exerçant des missions de sabotage en pays ennemi. Perdant de plus en plus les quelques attaches qu'il pouvait avoir dans le pays, son existence

n'était fondée que sur l'aide matérielle constante qu'il devait recevoir de l'étranger et sur la possibilité de se retirer à ses bases après tout échec tant soit peu important. La rupture de Tito avec le Kominform le priva de son appui principal et même de tout appui important, étant donné que la configuration géographique de la frontière gréco-bulgare ne permet pas à la Bulgarie de jouer le rôle de base de retraite pour un mouvement de ce genre en Grèce (les passages de frontière de la Bulgarie vers la Grèce donnent sur la plaine, ce qui rend les mouvements de groupes de partisans impossibles et le potentiel infime de l'Albanie, comme aussi son isolement, lui interdisant d'être autre chose qu'un refuge).

Il devenait évident que pour les Russes le jeu n'en valait plus la chandelle. Les possibilités d'utiliser les débris de l'« armée démocratique » de Zachariadis pour mettre en scène une « révolte spontanée des populations » en Yougoslavie étaient pratiquement nulles. Il a donc fallu, après les derniers revers de Vitsi et de Grammos, évacuer ce qui restait en Albanie, et faire faire aux gouvernements de Tirana et de Sofia des déclarations de neutralité.

En effet, la clique militariste d'Athènes, enhardie par ses « succès », menaçait l'univers d'une promenade à travers l'Albanie. Il devenait urgent de couper court à cette situation, qui risquait d'entraîner des complications autrement plus vastes. Les déclarations « pacifiques » albano-bulgares furent donc suivies d'ouvertures semi-officielles en direction des Américains, en vue d'arriver à un « accord à quatre » sur la question grecque. Ainsi, la brusque liquidation du mouvement des partisans en Grèce pourra être camouflée, aux yeux de la base des partis communistes, par les quelques « concessions démocratiques » que pourra faire le gouvernement d'Athènes et qui bien entendu, ne seront réalisées que lorsqu'il plaira à celui-ci.

La liquidation de la guerre civile en Grèce n'a pas été le seul coup porté à la position russe dans les Balkans, ni même le coup le plus puissant. La démonstration de la capacité de résistance du régime titiste en Yougoslavie, malgré la formidable campagne politique et propagandiste engagée contre lui, malgré la violation des traités, la rupture des relations commerciales, les menaces et les démonstrations militaires qui se déroulent sur cinq des sept frontières yougoslaves a été un échec beaucoup plus rude pour la politique moscovite. Après quelques vagues sondages, la Russie a dû renoncer à l'idée d'organiser un maquis anti-titiste, pour lequel aucune base dans le pays n'existait et qui se heurterait dès ses premiers pas à une armée formée elle-même dans le maquis et à une police qui ne le cède au Guépéou que par la quantité, mais nullement par la qualité. Incapable d'atteindre actuellement le régime titiste sur le plan matériel, le Kremlin fut obligé de limiter sa lutte contre Tito au plan idéologique ; comme toutes les questions idéologiques se réduisent pour le stalinisme en dernière analyse à des questions de complots policiers, ce fut au procès Rajk, hâtivement organisé, que fut offerte aux militants staliniens éblouis la preuve de la trahison de Tito, dont la collusion avec la Gestapo, les services secrets américains, les agents de Charlemagne et la police politique de Nabuchodonosor éclata ainsi au grand jour.

La place nous manque pour analyser le procès de Rajk comme il le mérite. On ne peut cependant omettre de souligner qu'au même titre que l'affaire Tito, ce procès peut faire réfléchir la jeune génération stalinienne beaucoup plus que ne le désireraient ses metteurs en scène. Non seulement Vychinsky, le stupide bâcleur des procès de Moscou, fait figure de super-Sherlock Holmes devant les gâcheurs de Budapest, non seulement la lente et longue préparation morale des procès de Moscou par des calomnies répandues pendant dix ans est ici remplacée par l'ahurissante et momentanée transformation des Ministres de l'Intérieur en espions de l'étranger et des chefs géniaux en mouchards nuls et peu exigeants, mais la bureaucratie arrive à se sentir obligée à des explications : voie dangereuse, qui mène à la monumentale gaffe de Courtade, avouant dans l'« Humanité » que les ministres de l'Inté-

rieur dans les pays stalinisés et les chefs des partis communistes sont incontrôlés et incontrôlables.

Quant à Rajk lui-même, transformé si rapidement de chef de bureaux en dernière des victimes il ne se trouvera personne pour regretter son sort, en tout cas pas les travailleurs hongrois.

Dirigé apparemment surtout contre Tito, le procès Rajk était en fait destiné à offrir la couverture policière pour une épuration massive dans les pays satellites, épuration qui est en train de s'amplifier et de s'approfondir : suivant ici aussi les traces de son aînée russe, la bureaucratie des pays satellites traverse sa première grande purge après son accession au pouvoir. L'objectif essentiel de l'épuration est de briser définitivement l'aile « nationaliste » de la bureaucratie locale au profit de son aile « internationaliste », c'est-à-dire complètement soumise à Moscou, et de rendre matériellement impossible ce qui n'était pas théoriquement exclu il y a dix-huit mois, c'est-à-dire une expansion du titisme dans les pays satellites.

Peu de gens semblent apprécier à sa juste valeur l'énorme signification de la conquête fulgurante de la Chine par le stalinisme. La bourgeoisie essaie de se consoler en s'illusionnant — étrange aveuglement, signe infallible du déclin historique d'une classe — sur l'éternelle « âme de la Chine » qui neutralisera le communisme, sans doute de la même manière que les dragons avalent la lune, ou sur le prétendu « titisme » de Mao-Tsé-Tung, titisme qui n'existe jusqu'ici que dans la tête excitée et trop savante des journalistes de « Combat ». Les trotskistes poussent le délire jusqu'à proclamer que maintenant s'ouvre la troisième et la plus glorieuse des révolutions chinoises (!) révolution qu'ils accusent Mao-Tsé-Tung de trahir en... collaborant avec la bourgeoisie.

Cependant on voit se dérouler en Chine le film désormais classique de l'installation de la bureaucratie au pouvoir. Pendant toute une première période, le stalinisme affirme ses ambitions démocratiques, offre sa collaboration à la bourgeoisie, veut rassurer le capital local et étranger. Seuls seront châtiés les « traîtres » (on découvrira plus tard que la définition de la trahison est la résistance à la bureaucratie). Un gouvernement est formé, dans lequel les communistes n'ont pas forcément la majorité. Cependant les représentants des autres partis dans ce gouvernement sont des membres des fractions staliniennes de ces partis. Pendant toute cette période, toutes les concessions sont possibles, sauf une : la possession et l'usage de la force réelle (armes, police, Ministère de l'intérieur, organisations de masse) sont le monopole du parti communiste. Lorsque le moment est venu, le masque est jeté et, avec ou sans coup spectaculaire, l'Etat prend le visage de ce qu'il était depuis longtemps : la dictature exclusive de la bureaucratie.

Le scénario n'en est qu'à ses débuts en Chine ; mais la suite ne tardera pas. Sans doute, il se trouvera des « marxistes » pour découvrir tel sous-secrétaire d'Etat qui n'affiche pas sa carte du P.C. et par conséquent est l'incarnation de la domination persistante de la bourgeoisie en Chine ; sans doute, la nationalisation de l'industrie ne se fera que par étapes ; et la « collectivisation » de l'agriculture attendra quelques années — ce qui prouvera encore une fois que les P.C. au pouvoir « collaborent avec la bourgeoisie » ; mais un jour ou l'autre on découvrira que rien ne sépare plus la structure de la Chine de celle de la Russie, et l'on proclamera la Chine « Etat ouvrier dégénéré ».

En réalité, le saut imposé à cinq cent millions d'hommes de la barbarie médiévale à la barbarie moderne est gros de conséquences historiques. Non seulement la conquête désormais définitive et irrévocable de la Chine par la bureaucratie stalinienne tendra à modifier à la longue le rapport de forces mondial à son avantage et au détriment du capitalisme américain, mais aussi, par l'industrialisation de cet immense pays et la prolétarianisation de sa population, elle amplifiera d'une manière inouïe les bases objectives et subjectives de la révolution mondiale.

## LES REPERCUSSIONS DE L'EXPLOSION ATOMIQUE RUSSE

Le gouvernement américain a décidément un goût de la publicité aussi développé que celui de la bureaucratie stalinienne pour le secret.

M. Truman a éprouvé le besoin d'annoncer spectaculairement au monde que la Russie avait percé le secret atomique. Nous ne chercherons pas à expliquer les raisons, en définitive secondaires, pour lesquelles on a attendu deux mois pour lancer cette information sensationnelle. Nous remarquerons simplement que ce communiqué a été moins grandiloquent que l'annonce faite après Hiroshima. Il n'est plus question d'avoir arraché au soleil lui-même sa propre puissance.

Il y a pourtant une logique dans cette déclaration, dont la sécheresse même cache mal l'embarras. Il fallait qu'elle fut faite et nous allons voir pourquoi. Mais cela nécessite un bref historique de ces quatre premières années de « l'ère atomique ».

On ignore habituellement en Europe l'histoire réelle et la signification politique de l'assassinat froidement calculé de 120.000 civils japonais (1). On ignore aussi l'exploitation propagandiste effrénée que l'on a fait en Amérique depuis quatre ans du monopole de la bombe atomique.

Un accord secret de la conférence de Postdam stipulait que la Russie rentrerait en guerre contre le Japon six mois après la défaite de l'Allemagne. Mais Staline, sentant que le temps pressait, avait finalement décidé de réduire ce délai à trois mois. La date fatidique de l'offensive russe tombait ainsi le 8 août 1945. Or la première bombe atomique fut lancée le 6 août et la seconde le 9 août. Le Japon capitulait sans condition le 14. Non seulement la très puissante offensive russe qui dura jusqu'au 24 contre une armée japonaise forte de 600.000 hommes bien armés et fortifiés passa entièrement inaperçue, mais encore, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, les Américains ont pu faire du Japon un de leurs fiefs les plus incontestés et dont Mac Arthur est le véritable empereur.

L'opération n'a été réussie que de justesse ; ce n'est en effet que le 16 juillet, à New Mexico, que la première bombe expérimentale a révélé aux savants la magnitude des forces qu'ils avaient libérées. Avec quelle hâte n'a-t-il pas fallu expédier les deux bombes existantes dans le Pacifique pour qu'elles aient été utilisées respectivement 21 et 24 jours après. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il ne se soit agit que d'une simple occasion que l'on aurait saisie au vol, pour ainsi dire au dernier moment. On est bien en présence d'un acte politique longuement prémédité. On possède à cet égard le témoignage irréfutable d'un des atomistes américains auteurs de la bombe qui déclare : « Je peux témoigner personnellement qu'une date proche du 10 août nous était donnée comme une mystérieuse date ultime que, nous à qui revenait la tâche technique de préparer la bombe, avions à respecter à n'importe quel prix, en risque, en argent ou en logique de mise au point. » (Philip Morrisson, « Bulletin of Atomic Scientists », p. 40, février 1949.)

Puisque l'opération a été aussi bien préméditée, on peut penser aussi que rien n'a été négligé pour lui donner un caractère hautement spectaculaire. Bien que Truman ait affirmé que Hiroshima ait été choisi à cause de son utilisation par les Japonais comme base

(1) Chiffres officiels certainement inférieurs à la réalité.